

[Text]

• 1610

Mr. Montreuil: Mr. Chairman, in answering Mr. Kristiansen's questions, I think one has to back off from them and refer back to the period when the pulp and paper modernization program was developed by the Canadian government. Negotiations were conducted and were finalized with five provincial governments; namely, Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland, where there were commitments since 1979 involving \$275 million of contribution from the federal government and \$241 million contribution from the provincial government.

The purpose of that program was—as the word says, the pulp and paper modernization program—that it was felt the plants required significant modernization in order to make them competitive and, particularly, that this industry is very export-oriented; that the direction of the funds would need to be in the plants' facilities that are in the provinces that have been identified. At the outset, when the program was announced, it did not exclude an association and agreements with western provinces where there were very, very few plants that at the time had been identified requiring the support under the rubric of that particular agreement.

I should also mention that we do provide, through our own program of RDIA in parts of western Canada, some support for sawmills and industries that are related to the forest industry, that are not specifically supported under the pulp and paper modernization program; that is, as I mentioned earlier in the five provinces of Quebec, Ontario, New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland.

With regard to some of the current problems, Mr. Chairman, that Mr. Kristiansen has raised, of significant cutbacks and job losses, we in the ministry are very concerned about this and the minister on numerous occasions, has addressed the issue of job losses which he, of course, faces in his own immediate area of concern as an MP from southern Ontario where there have been significant losses of jobs. Some of these elements are cyclical as the member, I am sure, is aware. And if the economy picks up in the United States, we could see a reversal and we hope that there would be a reversal over the short term.

I guess I should mention, and I would ask my associate, Mr. Ritchie, to add to this, that our ministry and Environment Canada, which has the responsibility for forestry, are in the process of formulating position papers and undertaking a major study that is both related to reforestry and to the mining industry, with regard to what is envisaged over the near term and the longer term and what support if any, is warranted for those industries. And I would ask my colleague to possibly add to that, if he so wishes.

The Chairman: Mr. Ritchie.

[Translation]

M. Montreuil: Monsieur le président, pour répondre aux questions de M. Kristiansen, je pense qu'il convient de s'en écarter pendant quelques instants et de remonter à la période où le programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers a été conçu par le gouvernement canadien. À cette époque, des négociations avaient été conclues avec cinq gouvernements provinciaux, soit ceux de l'Ontario, du Québec et du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve. Depuis 1979, le gouvernement fédéral y a contribué 275 millions de dollars et les gouvernements provinciaux 241 millions.

Comme son nom l'indique, le Programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers avait pour objet de moderniser les usines afin de les rendre plus concurrentielles, compte tenu de l'importance que revêtent les exportations pour la survie de cette industrie. Les provinces que je viens de vous énumérer ont donc reçu une certaine aide pour améliorer les usines qui y sont implantées. Au tout début, lors de l'annonce du programme, celui-ci n'excluait pas la possibilité de conclure des accords avec les provinces de l'Ouest qui ne comptaient que très peu d'usines du genre à l'époque, mais qui auraient éventuellement besoin d'une certaine aide.

Je tiens à souligner d'autre part que nous offrons de l'aide à certaines régions de l'ouest du Canada par l'intermédiaire de la LSDR. Ainsi, nous offrons de l'aide financière à certaines scieries et à certaines industries rattachées à l'industrie forestière, qui ne reçoivent pas l'appui du Programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers, qui, comme je l'ai dit tout à l'heure, concerne le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve.

Monsieur le président, pour ce qui est d'un certain nombre des problèmes actuels qu'a soulevés M. Kristiansen, comme les mises à pied et les suppressions de postes, notre Ministère en est très inquiet. D'ailleurs, le ministre a discuté à maintes reprises du problème des pertes d'emplois auquel il fait face dans sa propre circonscription du sud de l'Ontario. Mais un certain nombre des éléments qui entrent en ligne de compte sont cycliques, comme le sait le député. Avec un relancement de l'économie américaine, la situation serait renversée. Nous espérons d'ailleurs qu'il y aura bientôt un tel renversement.

Je suppose que je devrais signaler d'autre part (et je demanderais à mon associé, M. Ritchie, de compléter les remarques) que notre ministère et celui de l'Environnement, responsable du secteur forestier, sont en train de préparer des documents expliquant leurs prises de position et qu'ils ont entrepris une étude importante qui porte sur les perspectives à court et à long terme des secteurs forestier et minier. Cette étude nous renseignera sur l'aide dont devraient éventuellement bénéficier ces industries. Si mon collègue a autre chose à dire à ce sujet, je lui céderai volontiers la parole.

Le président: Monsieur Ritchie.